



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Inégalités sociales

Question au Gouvernement n° 4256

Texte de la question

### INÉGALITÉS SOCIALES

**M. le président.** La parole est à M. Stéphane Peu.

**M. Stéphane Peu.** Les inégalités sociales connaissent une nouvelle accélération depuis le début de la pandémie. Notre pays compte un million de pauvres supplémentaires ; une personne sur huit a recours à l'aide alimentaire et je vois, dans mon département de la Seine-Saint-Denis, l'inquiétude se répandre et cette question tarauder de nombreuses personnes : « Vais-je moi-même, avec ma famille, basculer dans la précarité ? »

Mais à l'autre bout de la société, tout va pour le mieux : depuis le début de la pandémie, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes du pays a augmenté de 30 %.

**M. Alexis Corbière.** Il a raison !

**M. Stéphane Peu.** Même les partisans du capitalisme s'inquiètent, pour le système lui-même, des conséquences de ce terrible grand écart. Ainsi, le président des États-Unis reconnaît que la théorie du ruissellement est une imposture et choisit d'amender sa politique fiscale.

Mais vous, rien ne semble devoir vous conduire à infléchir vos choix en faveur des plus riches. Les grandes fortunes prospèrent à l'abri des secousses qui frappent le reste de la société mais vous n'envisagez toujours pas de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune ni même d'instaurer une taxe covid exceptionnelle sur les bénéficiaires.

À l'inverse, alors que notre système social a montré son efficacité pour atténuer les coups les plus durs portés pendant la crise, vous vous empressiez d'en réduire la portée en maintenant le cap de vos réformes des retraites ou de l'assurance chômage. Votre majorité se réclame du progressisme mais souvenez-vous alors qu'une société où les inégalités augmentent est une société qui régresse.

Vous pouvez encore changer de cap. Le débat sur le projet de loi de finances que nous aurons dans quelques semaines sera votre dernière chance. La satisfaction des besoins du plus grand nombre doit être la véritable finalité d'une politique économique.

Allez-vous enfin ouvrir le chantier de la lutte contre les inégalités en révisant votre politique fiscale et en ouvrant le chantier de l'augmentation du SMIC et des bas salaires ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes SOC et FI.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée de l'économie sociale, solidaire et

responsable.

**Mme Olivia Grégoire**, *secrétaire d'État chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable*. Monsieur le député, nous ne ruisselons pas, nous agissons, et ce depuis quatre ans. Il y a quelques jours à peine, j'étais dans cet hémicycle pour la lecture de la CMP conclusive du projet de loi de finances rectificative pour 2021 : 15,5 milliards d'euros au service des travailleurs, des Français, pour mieux les protéger et les accompagner pendant la crise, un renouvellement pour la troisième année de la prime Macron en faveur du pouvoir d'achat, un plafond de cette prime que nous avons porté jusqu'à 2 000 euros pour les petites entreprises de moins de cinquante salariés mais aussi pour les plus grandes qui adopteraient des dispositifs de partage de la valeur, de participation-intéressement, justement pour les travailleurs de la première et de la deuxième lignes.

Pour que la sortie de crise soit un retour réel à l'activité et ne montre pas de nouvelles inégalités, ce seront 57 millions d'euros pour le renouvellement des dispositions en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville, 150 millions d'euros pour les boursiers de l'enseignement supérieur.

Je continue. Le budget arrive, nous nous retrouverons en septembre. Ce sera un budget dédié à l'hébergement d'urgence, en augmentation pour financer 200 000 places d'hébergement jusqu'en mars 2022 ; un budget d'égalité femmes-hommes, sujet dont je sais qu'il vous préoccupe, qui connaîtra une hausse de 25 % en 2022 après la hausse de 40 % du budget 2021.

Et je continue : pour nos jeunes, le revenu d'engagement annoncé par la Président de la République aidera les jeunes sans emploi, sans formation. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

**M. Pierre Cordier**. Et les recettes, où sont-elles ?

**Mme Olivia Grégoire**, *secrétaire d'État*. Et je continue : le pass'sport qui accordera une aide de 50 euros à 5,4 millions de jeunes de 6 à 18 ans. Et je continue : les mesures d'urgence en faveur des étudiants qui seront poursuivies, le soutien psychologique, bien sûr, mais aussi les aides d'urgence des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), le ticket universitaire à 1 euro pour les étudiants boursiers...

Bref, vous le constatez, vous dont je connais l'engagement dans la lutte contre les inégalités sociales, ce gouvernement fait beaucoup, notamment face à la crise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Stéphane Peu](#)

**Circonscription** : Seine-Saint-Denis (2<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 4256

**Rubrique** : Politique sociale

**Ministère interrogé** : Économie sociale, solidaire et responsable

**Ministère attributaire** : Économie sociale, solidaire et responsable

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [21 juillet 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 juillet 2021](#)